

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1467 - 1er mars 1990 - 4,5 F

### D 1467 PANAMA: L'AFFAIRE NORIEGA ET LE VATICAN

Poursuivi militairement par les Etats-Unis dans son propre pays lors de l'"Opération juste cause" du 20 décembre 1989 (cf. DIAL D 1458), le général Noriega s'était réfugié le 24 décembre à l'ambassade du Vatican au Panama. Le 3 janvier 1990 il se rendait aux militaires nord-américains. Jusqu'à ce jour, les circonstances de son refuge et les conditions de sa reddition ne sont pas éclaircies.

Dans ce dossier, nous donnons les quelques éléments disponibles à ce jour sur le séjour de Noriega à l'ambassade du Vatican.

Entre temps, aux Etats-Unis où il est emprisonné et où l'instruction de son procès est en cours pour trafic de drogue, le célèbre général a réclamé le 6 janvier 1990 le statut de prisonnier de guerre. Revendication pour l'heure sans suite.

Note DIAL

#### 1. Déclaration de Mgr McGrath, archevêque de Panama, et de ses évêques auxiliaires (Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 30 décembre 1989; traduction *La Documentation catholique* du 4 février 1990)

La décision du nonce apostolique à Panama, Mgr José Sebastián Laboa, d'accueillir à la nonciature Manuel Antonio Noriega, a suscité quelques commentaires publics ou privés qui semblent méconnaître la nature de cette action.

En premier lieu, l'Eglise a été et sera toujours pour la protection de la vie humaine, quelle que soit la valeur morale ou politique de la personne en cause.

En second lieu, en accueillant à la nonciature Manuel Antonio Noriega, Mgr Laboa a libéré Panama et les Panaméens non seulement de l'angoisse provoquée par le fait que l'on ignorait où il se trouvait mais aussi du risque que ce soit une cause d'instabilité, de persécution et de guérilla.

En troisième lieu, Mgr Laboa, durant les sept années de travail diplomatique et pastoral à Panama a fourni d'abondantes preuves de son attachement à l'ordre légal, de son option pour la justice et de son zèle en faveur de tout ce qui peut servir au bien-être du peuple panaméen. Aussi, alors qu'il se trouvait hors du Panama, au moment où s'est produite l'intervention nord-américaine, il n'a pas hésité à rentrer dans notre pays pour servir au mieux les intérêts présents et à venir du Panama.

A cause de ce que nous venons de dire, nous sommes surpris et nous souffrons des prises de position ou des actes qui mettent en doute l'action pastorale, humanitaire et diplomatique de Mgr Laboa et son attachement à la justice.

En tant que pasteurs de cet archidiocèse, nous appuyons la position de Mgr Laboa et nous nous sentons encouragés par la position prise et selon nous, décisive, en faveur de la pacification de notre pays.

Il faut prier encore plus le Prince de la paix, dont nous venons de célébrer la naissance, afin qu'il éclaire Mgr Laboa et tous ceux qui doivent prendre des décisions en ces moments cruciaux.

Mgr Marcos G. McGrath, archevêque de Panama ;  
Mgr Oscar M. Brown, évêque auxiliaire ;  
Mgr José L. Lacunza, évêque auxiliaire.

**2. Lettre des évêques du Panama au pape sur le général Noriega (29 décembre 1989)**  
(Texte anglais dans *Origins* du 11 janvier 1990; traduction DIAL)

Nous, évêques soussignés de la Conférence épiscopale du Panama, vous adressons nos salutations les plus filiales et attentionnées dans le Seigneur.

Le 22 décembre, deux jours après l'opération militaire déclenchée contre notre pays, la Conférence épiscopale du Panama a rendu public un communiqué traduisant à la fois l'amertume et l'espoir de la nation, et prônant quelques solutions pratiques et immédiates.

Pour l'heure, le processus de pacification et le retour progressif à une vie libre, digne et démocratique pour tous les Panaméens - objectifs qui supposent d'énormes efforts et une aide appropriée - sont moralement impossibles tant que dure la présence du général Manuel Antonio Noriega dans les locaux de la nonciature apostolique de Panama.

Dans une déclaration récente, Son Excellence Monseigneur l'archevêque et les évêques auxiliaires du diocèse de Panama - se faisant l'écho de la pensée de tous les évêques - ont attiré l'attention de l'opinion publique nationale et internationale sur les points suivants:

- 1) L'opportunité de la décision de recevoir M. Noriega à la nonciature, acte qui a eu pour effet de mettre fin à son régime et aux combats sanglants en cours.
- 2) Le soutien de l'action de Son Excellence le nonce apostolique, en accord avec le Vatican, afin de ramener la paix dans notre pays.

C'est dans ce même esprit, pour un but identique et en accord total avec le nonce en personne que nous estimons important, en tant que parties directement concernées, d'adresser à Votre Sainteté ces modestes lignes comme contribution au règlement d'une situation aussi délicate.

Nous acceptons tout à fait la pratique de l'asile soit comme refuge politique soit comme abri territorial, et nous en sommes heureux. Dans ces toutes dernières années déjà, de nombreux citoyens panaméens ont jugé nécessaire de mettre à profit ces mêmes moyens pour échapper aux violences du régime du général Noriega, et ils sont reconnaissants de la protection de la nonciature apostolique de Panama. Ainsi donc, l'attitude séculaire et maternelle de l'Eglise se continue chaque fois qu'elle accueille et protège un pécheur qui peut lui en faire la demande.

Ces pensées reposent sur deux éléments.

Le premier concerne l'auteur de crimes abominables, le destructeur de son peuple et de sa propre nation, qui a fait la preuve de sa détermination à persévérer dans sa conduite mauvaise et cruelle. Tout cela a été opportunément et largement exposé sous ses aspects les plus dramatiques, par exemple dans les prises de posi-

tion des évêques du Panama, de la Commission panaméenne des droits de l'homme, et dans le récent rapport de l'Organisation des Etats américains sur "La situation des droits de l'homme au Panama".

Il faut relever que la commission des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains a, dans une résolution récente, déclaré ce qui suit: "La commission a adopté une résolution attribuant au gouvernement de ce pays la responsabilité de la mort d'Hugo Spadafora, ainsi qu'il est stipulé au chapitre sur le droit à la vie dans le rapport en question" (OEA, Ser. L/V/11.76, 9 novembre 1989).

Il est évident que, lorsque cette commission déclare coupable le gouvernement panaméen, elle condamne par le fait même le général Noriega puisqu'il est celui qui, au Panama, prend les décisions.

En second lieu, on a obtenu dans les jours suivants de nouveaux détails sur de tristes aspects tels que des salles de tortures, le luxueux et détestable genre de vie personnelle du dictateur, un stock énorme et secret d'armes et de munitions pour mener une longue "guerre de guérilla", des quantités de drogue cachées dans ses résidences et ses bureaux (1), ainsi que des signes évidents de sorcellerie, avec statues et autres manifestations obscurantistes trouvées dans les résidences de ce général.

Aussi peut-on très légitimement craindre qu'il veuille conserver sa liberté quelque part dans le monde, alors que M. Noriega a été, dans un court laps de temps, cause de troubles, de conflits et de violences dans notre pays qui souffre depuis longtemps déjà.

Compte tenu de tout ce qui précède, il nous est apparu absolument nécessaire que le général Noriega comparaisse devant la justice. Bien évidemment il importe absolument - et le sens protecteur de l'Eglise l'exige - que soient d'abord obtenues certaines garanties concernant sa sécurité physique et personnelle, telles que l'exclusion de la peine capitale, un traitement humain, un jugement équitable et net, c'est-à-dire qu'il fasse l'objet d'un procès régulier et qu'il ne soit jugé que pour des crimes spécifiques. En la matière, les normes humanitaires sont bien connues.

Pour ce qui est de l'Etat qui doit le juger, cela dépend du gouvernement panaméen en fonction de mesures d'extradition éventuelle conformes aux traités en vigueur.

Nous savons, Très Saint-Père, que les juristes et autres experts au service du Vatican sont parfaitement informés en la matière. Nous savons surtout avec quel coeur plein de bonté Votre Sainteté fait siennes l'affliction et l'espérance du peuple panaméen. C'est pour cette raison qu'en toute confiance nous vous faisons parvenir cette lettre.

Nous, vos fils dans le Seigneur, vous demandons votre bénédiction apostolique.

**3. Communiqué de la Secrétairerie d'Etat à Rome (30 décembre 1989) (Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 30 décembre 1989; traduction *La Documentation catholique* du 4 février 1990)**

Dans le cadre des consultations qui se sont déroulées, ces jours passés, entre le Saint-Siège et les autorités des Etats-Unis sur le cas du général Noriega, les deux parties sont tombées d'accord pour continuer à rester en étroit contact, afin d'examiner ensemble en esprit de collaboration sereine, les véritables aspects de

---

(1) Le "Washington Post" du 23 janvier 1990, citant des sources militaires nord-américaines, a annoncé que les "50 kg de cocaïne" découverts chez Noriega étaient en fait de la farine de maïs (NdT).

cette affaire complexe et la possibilité d'aboutir à une solution juste et acceptable mutuellement. On aura présent à l'esprit qu'en accueillant M. Noriega à la nonciature, le nonce apostolique n'a pas eu l'intention de faire obstacle au cours de la justice, en ce qui regarde une personne accusée de délits graves, mais de favoriser la fin d'un conflit qui, les jours précédents, avait causé de nombreuses destructions et fait de nombreuses victimes, avec la possibilité qu'il se prolonge indéfiniment sous forme de guérilla.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441